

Projet « Qualité de vie à l'école »: étude sur l'accès à la restauration

Les premières analyses conduites par le Cnesco, en partenariat avec le Centre de Recherche en Éducation de l'université de Nantes (CREN) (septembre 2017) montrent l'importance du bien-être à l'école pour les jeunes scolarisés dans les établissements scolaires. Deux études plus ponctuelles sur la restauration et l'architecture scolaires ont également mis en évidence l'existence d'inégalités sociales fortes, notamment dans l'accès à la restauration.

Descriptif du projet :

Le Cnesco charge l'équipe du Centre d'Études Politiques de l'Europe Latine (CEPEL, UMR CNRS Université de Montpellier), de poser les bases d'une investigation plus poussée sur les inégalités sociales de fréquentation de la restauration scolaire et sur leurs causes, en croisant méthodologies quantitatives et qualitatives. Les pistes d'explications économique, administrative et sociale de cet éloignement des publics scolaires les plus démunis de la restauration scolaire seront approfondies. Pour ce faire, dans un premier temps, plusieurs actions sont à mener à court terme :

- un recensement de la littérature française et internationale sur le sujet ;
- le montage de partenariat avec des associations et des collectivités territoriales afin de rendre possibles plus aisément les études ;
- l'approfondissement des études du Cnesco en ciblant cette problématique ;
- le recensement des universitaires français et internationaux qui pourraient à terme collaborer à ce projet.

Cette étude sera menée en concertation avec le Centre de Recherche en Éducation de l'université de Nantes (CREN). Elle se développera plus particulièrement à partir d'une recherche locale conduite dans l'académie de Montpellier en zone urbaine sensible.

Calendrier :

Des premières propositions de travail seront remises en décembre 2017.

Un rapport sera remis fin juin 2018 en vue d'une étude conduite en 2018-2019.

Le CEPEL et le Cnesco partagent la responsabilité scientifique de ce projet, assurée, pour le Cnesco, par Nathalie Mons, présidente du Cnesco, et pour le CEPEL par Geneviève Zoïa,

Financement :

Ce projet sera financé par une subvention de 5 000 euros attribuée par le MEN. Le montant de cette subvention sera notifié au CNRS Délégation Languedoc Roussillon. Les crédits alloués seront à destination du Centre d'études Politiques de l'Europe Latine (CEPEL)- UMR 5112. Le montant de 5000 € sera versé en début de projet en novembre 2017.

Un état récapitulatif des actions menées sera adressé au Cnesco en fin de programme. Si la somme attribuée n'a pas été totalement dépensée, elle sera reversée au MEN.